

Programme intégré d'éducation nutritionnelle - COTE D'IVOIRE -

TITRE DU PROJET

"Programme d'éducation nutritionnelle intégré aux centres nutritionnels communautaires" (OSRO/IVC/602/EU, OSRO/IVC/606/CHA, OSRO/IVC/701/SWE, OSRO/IVC/702/BEL et OSRO/IVC/703/USA)

OBJECTIF DU PROJET

Améliorer la sécurité alimentaire et promouvoir la diversité alimentaire grâce à la mise en place de jardins potagers ménagers et à l'éducation nutritionnelle.

CONTEXTE

En Côte d'Ivoire, les produits alimentaires étant variés pendant une bonne partie de l'année, le problème majeur est l'accès des ménages les plus vulnérables à une alimentation diversifiée, problème aggravé par les conséquences de la crise de 2002 (déplacements de populations, paupérisation, problème d'accès aux champs et de perte de patrimoine, etc.) et la dépendance à l'aide alimentaire. La production vivrière des ménages est insuffisante et les habitudes alimentaires sont souvent inadéquates, notamment dans le cadre du sevrage et de l'alimentation des jeunes enfants. Les Régions de l'ouest et du nord de la Côte d'Ivoire sont parmi les plus touchées par la malnutrition aiguë et chronique.

BENEFICIAIRES CIBLES

Mères et autres accompagnateurs des enfants traités dans les Centre Nutritionnels (CN) thérapeutiques, supplémentaires et communautaires, dont certains sont ambulatoires (mobiles).

PROJET

L'Union Européenne, à travers le projet OSRO/IVC/602/EU financé par ECHO, les Nations Unies, à travers le projet OSRO/IVC/606/CHA financé par le Fonds central d'intervention d'urgence des Nations Unies (CERF), la Suède, à travers le projet OSRO/IVC/701/SWE, la Belgique, à travers le projet OSRO/IVC/702/BEL et les Etats-Unis d'Amérique, à travers le projet OSRO/IVC/703/USA, ont financé ce projet entrepris depuis juillet 2006 au sein de 35 CN dans les régions des Montagnes, des Savanes et du Moyen Cavally. La mise en oeuvre des activités a été effectuée par des ONG locales. Déroulement du projet :

- 1) évaluation de la situation (enquêtes disponibles, visite des partenaires locaux) et des besoins (entretiens auprès des bénéficiaires) par une consultante nutritionniste ;
- 2) développement de matériel de formation et organisation d'ateliers de formation (éducation nutritionnelle, sensibilisation, etc.) des ONG partenaires, mises au point des outils de formation et préparation des plans d'action et de la coordination des partenaires ;
- 3) réalisation de jardins potagers de démonstrations par les ONG partenaires ;
- 4) début des sessions de formation dans les CNT et CNS, comprenant des sessions en :
 - o éducation nutritionnelle (de 20min à 3h, en groupes de 8 à 20 personnes, traitant de thèmes différents chaque semaine)
 - o démonstrations culinaires de préparation de repas nutritifs et équilibrés (ex. en intégrant légumineuses et légumes), suivant recommandations d'une nutritionniste
 - o formation aux techniques de maraîchage (de 30min à 2h, en groupe de 10 à 15 personnes, avec application sur le terrain dans un jardin potager de démonstration)
- 5) distribution d'intrants agricoles -contenant semences de légumes, binette locale (*daba*), houe industrielle et arrosoir- aux bénéficiaires ayant reçu les trois formations.

PRINCIPAUX ACTEURS

Au niveau national, le Programme National de Nutrition du Ministère de la Santé a participé au développement du curriculum des activités d'éducation nutritionnelle ainsi qu'à la préparation des outils de formation (modules de formation des formateurs et boîtes à images pour la formation des bénéficiaires). La FAO a assuré la coordination, la formation des partenaires et a fourni du matériel d'éducation nutritionnelle ainsi que les intrants agricoles à distribuer.

Au niveau du terrain, les activités ont été réalisées par différentes institutions locales : Agence Nationale d'Appui Au Développement Rural (ANADER), Animation Rurale de Korhogo (ARK), Caritas, Croix-Rouge, Centre social de Guiglo, IDE-Afrique, et Organisation volontaire du développement local (OVDL) en collaboration avec la Croix-Rouge de Côte d'Ivoire, MSF-France et MSF-Hollande en charge des centres nutritionnels. La coordination de ces différents acteurs spécialisés en nutrition, agriculture et santé a permis de créer une approche intégrant sécurité alimentaire et nutrition, théorie et pratique, traitement et prévention de la malnutrition.



Contacts

Patrick David
Assistant Coordinateur et
Analyste sécurité alimentaire
FAO Senegal
Patrick.David@fao.org

Patrick Berner
Coordonnateur de L'Unité
d'Urgence FAO Côte d'Ivoire
Patrick.Berner@fao.org



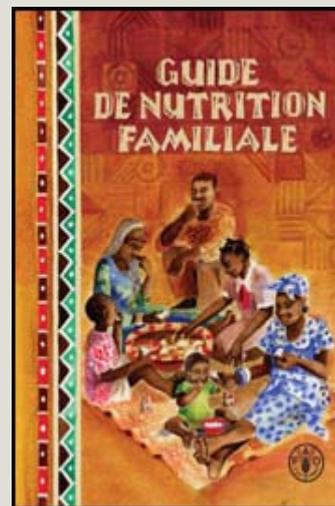
Bénéficiaire dans son jardin potager, Côte d'Ivoire, FAO.
Photo de Patrick David.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES

Cinquante professionnels des institutions locales susmentionnées ont été formés sur le rôle des jardins potagers dans la nutrition et des démonstrations culinaires au niveau communautaire et la réalisation d'enquêtes qualitatives rapides. Les ateliers de formation ont aussi permis le développement d'un plan d'action pour chaque partenaire, la coordination entre partenaires pour la sélection et la prise en charge des bénéficiaires, la présentation et modification -suivant les commentaires des partenaires- des outils de formation pour l'éducation nutritionnelle afin de s'assurer de la meilleure appropriation possible de ces outils.

La formation a compris des mises en situation, des visites de terrains et des exercices pratiques afin de sensibiliser ultérieurement les partenaires aux problématiques de la malnutrition.

Des exemplaires du Guide de Nutrition Familiale de la FAO ont été distribués aux partenaires.



Guide de Nutrition Familiale, FAO
<http://www.fao.org/docrep/008/y5740f/y5740f00.htm>

RÉSULTATS POSITIFS

- Diminution des rechutes
- Bon résultats obtenu par les démonstrations culinaires
- Amélioration des connaissances et des pratiques nutritionnelles des mères
- Bonne appropriation du projet par les partenaires locaux, avec de nombreuses initiatives (ex. insertion de semences locales à haute valeur nutritionnelle tels que légumes-feuille et arbres fruitiers, non inclus dans les intrants fournis par la FAO, dans les kits distribués et dans les jardins de démonstration)

RÉSULTATS NÉGATIFS

- Les jardins de démonstration ont été commencés en même temps que les formations, ainsi les premiers bénéficiaires n'ont pas pu les voir terminés.
- Taux limité de réalisation de jardins potagers par les bénéficiaires, du fait de la distribution tardive des intrants, de la difficulté de trouver un terrain propice (loin des ravageurs, près de l'habitation, et fourni d'un moyen d'approvisionnement en eau).
- Difficultés dans l'organisation des sessions d'éducation nutritionnelle : groupes trop importants, sites peu propices au calme, longues attentes
- Programmes parfois trop diversifiés, sessions s'étalant sur une longue période : les sessions ayant été subdivisées par thèmes et échelonnées parfois sur plus d'un mois, de nombreux bénéficiaires ont reçu plusieurs fois la même formation et/ou ont manqué certains thèmes fondamentaux.
- Problèmes de persuasion des nutritionnistes chargés de l'éducation nutritionnelle : les mères n'ont pas toujours été convaincues à changer de comportement alimentaire.

Suivi et évaluation

L'évaluation de l'impact du projet s'est faite à travers l'observation des rechutes dans les CN, la visite des jardins potagers réalisés par les bénéficiaires - difficile du fait de l'éloignement de la majeure partie des bénéficiaires- et la réalisation d'enquêtes qualitatives rapides (entretiens 'Connaissances, Attitudes et Pratiques (CAP)') auprès des bénéficiaires.

RECOMMANDATIONS POUR L'EXTENSION ET/OU REPLICATION DU PROJET

- Réaliser des ateliers de formation et sensibilisation des partenaires (en nutrition, techniques de maraîchage, de formation/éducation et d'évaluation, etc.) permettant aussi de poser les bases de l'organisation du travail et de la coordination des partenaires.
- Impliquer tous les acteurs locaux disponibles afin d'élargir le rayon d'action pour le suivi des bénéficiaires dans les villages, après les formations: ex. agents de terrain du Ministère de l'Agriculture visitant les villages dans le cadre de leurs fonctions.
- Analyser les habitudes alimentaires et leurs évolutions dans le temps ainsi que d'une région à l'autre, afin de prendre en compte les contraintes environnementales et culturelles.
- Sélectionner des lieux de formation calme afin de pouvoir faire des sessions courtes (20min), en petits groupes (15 max.).
- Renforcer les activités lors des pics d'admissions (périodes de soudure).
- Au moins deux personnes pour chaque session : une chargée de la formation, l'autre du suivi (organisation des groupes, recensement et évaluation des bénéficiaires, etc.).
- Privilégier les thèmes de l'alimentation des femmes enceintes, allaitantes, des enfants en sevrages et des jeunes enfants.
- Promouvoir l'allaitement exclusif et l'utilisation des légumes-feuille et des sources de protéines (poisson, viande, légumineuses) en quantités suffisantes pour l'alimentation des enfants.
- Inclure les techniques d'agriculture organique et à bas coût dans la formation maraîchère :ex. préparation d'engrais à base de compost, utilisation de techniques biologiques de luttres contre les insectes, de jardins surélevés et techniques de gestion de l'eau (utilisation des eaux usées, de récipient pour stocker l'eau, etc.).
- Distribuer les kits d'intrants aux conditions suivantes : avoir reçu toutes les formations, avoir accès à une parcelle adaptée à la mise en place d'un jardin, être motivé à réaliser le jardin rapidement.
- Evaluer connaissances et comportements des bénéficiaires lors de l'admission dans les centres et deux ou trois mois après la décharge.
- Prévoir des sessions-clés repassant les points les plus importants pour les bénéficiaires ayant raté certaines sessions.